Par e-mail : https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/01/09/pollution-plastique-danone-assigne-en-justice-pour-non-respect-de-la-loi-sur-le-devoir-de-vigilance_6157118_3244.html

Pollution plastique : Danone assigné en justice pour non-respect de la loi sur le devoir de vigilance

Les ONG à l'origine de cette action inédite reprochent au géant de l'agroalimentaire, parmi les plus gros utilisateurs de plastique au monde, de ne pas avoir de trajectoire de sortie du plastique. Danone conteste les critiques.

Par [Stéphane Mandard](#)

Publié le 09 janvier 2023

Après [TotalEnergies et son mégaprojet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie](#), c'est Danone qui va devoir rendre des comptes devant la justice. Le géant français de l'agroalimentaire a été assigné, lundi 9 janvier, devant le tribunal judiciaire de Paris pour non-respect du devoir de vigilance en matière de plastique.

Trois organisations non gouvernementales (ONG) sont à l'origine de cette procédure inédite : Surfrider Foundation Europe, Zero Waste France et ClientEarth. Les ONG demandent à Danone de publier un nouveau plan de vigilance intégrant une trajectoire de « *déplastification* », c'est-à-dire de sortie du plastique, sur le modèle des plans de décarbonation de l'industrie. A défaut, elles réclament que le groupe soit condamné à une astreinte de 100 000 euros par jour de retard au-delà d'un délai de six mois.

Les associations sollicitent également la justice pour que la société fasse « *cesser le préjudice écologique* » qu'elles estiment lié à ses activités. Contacté par *Le Monde*, Danone « *réfute fermement* » les reproches qui lui sont adressés et assure que son plan de vigilance « *répond aux exigences fixées par le législateur* ». Le groupe devra désormais développer ses arguments lors du procès qui devrait être audencé d'ici à trois ans, si l'on se fie au rythme des autres procédures engagées sur la base de la loi sur le devoir de vigilance.

Menace protéiforme

Adoptée en 2017 après le drame du Rana Plaza (un millier d'ouvriers des multinationales du textile avait péri dans l'effondrement d'un immeuble au Bangladesh, en 2013), celle-ci impose aux sociétés de plus de 5 000 salariés de mettre en œuvre un plan visant à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains, la santé et l'environnement qui pourraient résulter de leurs activités.

Pour les associations, le plastique fait partie de ces risques par la menace protéiforme qu'il représente tout au long de son cycle de vie : sa production, basée sur l'extraction des énergies fossiles, contribue au réchauffement climatique, les déchets qu'il génère polluent les océans et sapent la biodiversité, sa collecte et son recyclage mettent en péril la santé et les droits de millions de travailleurs précaires dans les pays en développement.

En septembre 2022, la coalition d'ONG avait mis en demeure neuf géants de l'agroalimentaire et de la distribution (Danone mais aussi Carrefour, Auchan, Casino, Les Mousquetaires, Lactalis, Nestlé, McDonald's France, Nestlé France et Picard) de se conformer à la loi en matière de plastique. Elle leur avait donné trois mois pour adopter des plans de sortie du plastique avant de saisir la justice.

Immobilisme

Un trimestre plus tard, seul Danone est assigné. Des discussions sont toujours en cours avec certains groupes. D'autres, comme Nestlé, Carrefour ou Les Mousquetaires, ont présenté des plans ou annoncé des modifications qui semblent avoir convaincu les ONG.

Ce n'est pas le cas de Danone. « *Dans la réponse qu'il nous a adressée, le groupe acte l'immobilisme, le statu quo, sans proposer de trajectoire de déplastification* », déplore Antidia Citores, juriste chez Surfrider Europe et porte-parole de la coalition d'ONG.

Danone assure être « *une entreprise pionnière dans la gestion des risques environnementaux* », avec « *un cadre complet d'actions qui vise à la fois à réduire l'utilisation de plastique, développer le réemploi, renforcer les filières de collecte et de recyclage et développer des matériaux alternatifs* ». Le groupe met en avant « *des progrès significatifs sur la réduction du plastique avec - 12 % au niveau global (environ 60 000 tonnes) entre 2018 et 2021* ».

« *Nous n'accusons pas Danone de ne rien faire mais de manquements au devoir de vigilance* », précise Antidia Citores. « *Le mot "plastique" ne figure pas une seule fois dans son plan de vigilance*, relève ainsi Sébastien Mabile, l'avocat des associations. *Or, parmi les neuf entreprises mises en demeure, Danone est celle qui a la plus grande empreinte plastique.* »

Le recyclage est une réponse « insuffisante »

Selon le classement établi par le Programme des Nations unies pour l'environnement et la Fondation Ellen MacArthur, Danone est le huitième plus gros utilisateur de plastique au monde. En 2021, le groupe a produit plus de 750 000 tonnes d'emballages en plastique, un volume en augmentation par rapport aux 716 000 tonnes de 2020.

Dans le même temps, la proportion d'emballages réutilisables a reculé de 4,8 % à 4,1 %. Le groupe s'est engagé à utiliser 50 % de plastique recyclé d'ici à 2025. Un objectif qui paraît inatteignable : la part du plastique recyclé stagne autour de 10 % (10,4 % en 2021, après 10,3 % en 2020).

Pour les ONG, le recyclage est une réponse « *insuffisante* ». En Indonésie, par exemple, pays où Danone est le « *premier pollueur* », selon le classement établi par Break Free From Plastic à partir des déchets collectés dans l'environnement, seulement 6 % des emballages sont recyclés. Le reste finit en décharge ou dans l'environnement. Danone dit vouloir y collecter, d'ici à 2025, « *plus de plastique qu'elle n'en produit* » et indique s'être associé à Veolia pour y construire « *la plus grande usine de recyclage* » de bouteilles du pays.

Des annonces qui laissent perplexes Sébastien Mabile : « *Il y a une dissonance entre ce que prétend être Danone et la réalité d'une entreprise qui vend de l'eau, du lait et du plastique et dont l'empreinte plastique continue de croître.* »

Stéphane Mandard